



Grève générale et illimitée en Guinée – Synthèse à 14 h 30' GMT

@guineecheck

Points clefs :

- A l'expiration du préavis de grève le 17 février 2024, le mouvement syndical guinéen qui réunit au total 13 centrales syndicales, a déposé le 22 février, un avis de grève générale et illimitée dans tous les secteurs d'activités et sur l'ensemble du territoire national à partir de ce lundi 26 février. Rappelons que le préavis de grève avait été déposé avant la dissolution du gouvernement de Bernard Gomou intervenu dans l'après-midi du lundi 19 février. Les principales revendications syndicales sont :
 - La libération du Secrétaire Général du SPPG, Sékou Jamal Pendessa ;
 - La levée de la restriction d'internet et du brouillage des médias ;
 - La baisse des prix des denrées de première nécessité ;
 - Le respect de l'accord du 15 novembre 2023 lié à l'amélioration des conditions de vie et de travail des fonctionnaires guinéens.
- Le 19 janvier 2024, Sékou Jamal Pendessa, secrétaire général Syndicat des Professionnels de la Presse de Guinée (SPPG) est arrêté au lendemain d'un appel à la mobilisation contre la restriction des réseaux sociaux et le musellement des médias en Guinée. Son procès ne s'ouvre que le 20 février. Il est jugé pour « *provocation à un attroupement non-armé, atteinte et menace de porter atteinte à l'ordre public, à la sécurité publique, à l'intégrité et à la dignité des individus par le biais d'un système informatique* ».
- Le 23 février 2024, Sékou Jamal Pendessa, le secrétaire général Syndicat des Professionnels de la Presse de Guinée (SPPG) est condamné par le Tribunal de première instance de Dixinn à six mois d'emprisonnement dont trois mois avec sursis et à une amende de 500 000 GNF. Ses avocats ont promis d'interjeter appel.
- Le dimanche 25 février 2024, le Conseil National du Dialogue Social (CNDS) invite le Mouvement Syndical Guinéen à une rencontre d'échange autour des points revendicatifs. Les syndicalistes ignorent l'invitation car, selon eux, le préalable à tout dialogue, c'est la libération sans condition du Secrétaire Général du SPPG, Sékou Jamal Pendessa.



Sur le terrain :

- Ce lundi 26 février, le mot d'ordre de grève générale et illimitée est suivi pratiquement sur l'ensemble du territoire. Les activités économiques sont paralysées. Au centre-ville de Kaloum, quartier administratif et des affaires, qui grouille habituellement du monde, les rues sont désertes et la circulation très fluide.
- Dans la matinée de ce lundi 26 février 2024, le porte-parole du mouvement syndical a promis de répondre à l'invitation des leaders religieux. Cette invite avait été faite aux initiateurs de la grève tard dans la soirée du dimanche.
- Sur l'autoroute le Prince, des poubelles déversées sont constatées sur la chaussée. Un déploiement d'un important dispositif sécuritaire (policiers et gendarmes) est visible.
- Aux environs de 11 heures, des gendarmes et des policiers ont dispersé dans la zone de Hamdallaye un groupe de jeunes.
- La rencontre entre le mouvement syndical et les leaders religieux s'est achevée à 11 heures à la Grande Mosquée Fayçal de Conakry. Au terme des échanges, le porte-parole des syndicalistes, Abdoulaye Barry, a indiqué que les leaders religieux ont promis d'échanger avec le président de la transition. Un délai de 72 heures leur a été donné, annonce-t-il à la presse locale.
- Aux environs de 12 heures 30 minutes, des affrontements sont signalés entre Sonfonia et Bailobaya, en banlieue de Conakry. Des jeunes affrontent à l'aide de jets de pierres les forces de l'ordre qui répliquent à coup de grenades lacrymogènes.

Bilan humain et matériel :

- A Wanindara, un quartier de la banlieue réputé être chaud, trois jeunes ont été mis aux arrêts aux environs de 12 heures par les forces de l'ordre. Ces derniers tentaient d'ériger des barricades sur la chaussée.
- Aux environs de 13 heures, un jeune élève - en classe de 10e année - âgé de 18 ans, a été tué par balle à Sonfonia, près de l'Université Barack Obama, dans la haute banlieue de Conakry.



Réactions nationales:

- Le dimanche 25 février, à la veille du déclenchement de la grève générale et illimitée, le secrétaire général du ministère de la Fonction publique, Aboubacar Kourourma, a fait savoir que le gouvernement garde la main tendue et est disposé à dialoguer avec la classe ouvrière.
- De son côté, les Forces Vives de Guinée (FVG) – coalition hétéroclite d’acteurs politiques et de la société civile – ont, dans une déclaration, demandé « *à leurs partisans et militants ainsi qu’aux Guinéens pro-démocratie de se mobiliser pour répondre, à l’appel du mouvement syndical* ».
- Le Syndicat des Professionnels de la Presse de Guinée (SPPG) a demandé également aux hommes de médias, dans une déclaration rendue publique dans la soirée du dimanche, « *de suivre scrupuleusement cette décision, tout en invitant particulièrement les patrons de presse à faire respecter ces consignes pour sauver notre corporation* ».
- Pour sa part, le Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne (CNOSCG) encourage « *le CNRD à renouer le dialogue avec les centrales syndicales en vue de trouver à cette crise une issue heureuse, nécessaire à la stabilité et à la paix dans le pays* ».